



FO Fonction Publique de la RÉUNION

81, rue Labourdonnais - 97400 St Denis

Tél. : 06 92 32 11 93 - Fax : 02 62 41 33 23

E-mail : fofp.974@gmail.com

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 6 février 2025

Projet de Loi de Finances 2025 = Toujours « La Po patate » pour les Fonctionnaires

Les responsables **FO de la Fonction Publique** réunis le mardi 4 février ont fait le triste constat qui suit.

Les gouvernements se suivent et se ressemblent sous l'ère Macron. Les projets de Loi de Finances également, la même méthode pour les adopter, plutôt les imposer par l'article 49-3. A nouveau, **les fonctionnaires et agents publics subissent une politique d'austérité, sans précédent** (50 milliards d'économie), à nouveau ils sont la variable d'ajustement d'économies drastiques en totale contradiction avec les discours hypocrites des différents ministres.

C'est donc sur la base de ce PLF que le gouvernement Bayrou va parler d'attractivité de l'emploi public, de la qualité de vie et des conditions de travail et d'efficacité du service public.

Le gouvernement Bayrou propose ainsi de poursuivre, en 2025 le gel du point d'indice, de maintenir la smicardisation de la grille indiciaire, de supprimer la GIPA (*Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat*) comme en 2024, de supprimer des postes et de réduire le nombre d'agences exerçant des missions de service public et de nouvelles restructurations avec un nouveau renforcement des pouvoirs décisionnaires des préfets. Et, comme si ce funeste tableau ne suffisait pas, ce gouvernement choisit de stigmatiser les fonctionnaires en maintenant un jour sec de carence, non compensé, contrairement à ce qui se pratique dans une grande partie du secteur privé, et en réduisant de 10% la rémunération en cas de congés pour maladie ordinaire. Cette dernière mesure qui impacte le plus les fonctionnaires, puisqu'elle est estimée à près d'1 milliard d'euros de coupe budgétaire, et elle accroît indéniablement les difficultés financières qui vont s'ajouter à la maladie. C'est la double peine.

Le décrochage de la valeur du point d'indice par rapport à l'inflation a été encore nettement accentué. Aujourd'hui, pour retrouver la même valeur qu'au 1er janvier 2000, il faudrait une augmentation de 31.5%.

Pour ce qui est de la contre-réforme des retraites, imposée par 49.3 et rejetée par l'immense majorité des salariés, elle reste injuste, brutale et injustifiée et accroît les difficultés des travailleurs notamment en fin de carrière. Le « conclave » annoncé par le Premier ministre est une vraie fumisterie !

Pour **FO Fonction Publique**, il n'y a qu'une seule et même revendication, martelée pendant des mois par des millions de salariés, d'agents publics, d'étudiants et de retraités mobilisés dans la rue : **l'abrogation.**

L'abrogation n'est pas négociable. L'idée même de revenir à un système de régime universel par points est également inacceptable.

Ce gouvernement va surtout devoir répondre aux attentes et revendications fortes que nous portons et éviter toutes stigmatisations des fonctionnaires et agents publics, notamment :

- Suppression du jour de carence et de la réduction de 10 % de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ;
- Maintien du complément de rémunération de 53 %, même en cas de CLM ;
- Arrêt des suppressions de postes et des nouvelles restructurations ;
- Revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice ;
- Ouverture immédiate de négociations pour améliorer la grille indiciaire ;
- Rétablissement de la GIPA au titre de 2024, et pour 2025 ;

- Mise en place d'un vrai dispositif en remplacement de l'Indemnité Temporaire de Retraite, sans sur-cotisation.

Pour FO Fonction publique, si la même politique anti-fonctionnaires devait être menée, nous sommes d'ores et déjà prêts à la combattre. Les Fonctionnaires et agents publics à La Réunion « lé pas zenfants batards » !

Janick CIDNEY Secrétaire général
0692 32 11 93